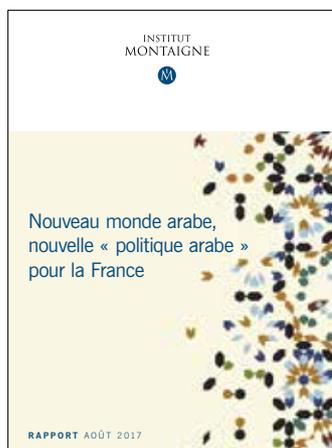




## Résumé



La France et la région Afrique du Nord et Moyen-Orient entretiennent une relation passionnelle. Nos liens historiques et humains sont profonds et appelés à s'amplifier au cours des prochaines décennies. Avons-nous pris la mesure de ce destin commun ? Notre

stratégie est-elle à la hauteur des défis d'une région en pleine transformation et porteuse de risques majeurs ? Ce rapport est né d'un défi : collecter et analyser tous les flux qui unissent la France et les pays de cette zone. Ces derniers ne sont pas tous arabes puisque sont inclus la Turquie, Israël et l'Iran<sup>1</sup>. Plus de 600 tableaux ont été réalisés, afin de dessiner une image complète des liens qui unissent la France et cette région, qu'ils soient commerciaux, financiers, démographiques, idéologiques, culturels, sécuritaires ou diplomatiques.

### Un destin commun

Notre constat est sans appel. L'avenir de la France est lié au développement et à la stabilité de cette région. Nos deux mondes s'interpénètrent et s'influencent mutuellement. Près de six millions de personnes vivant en France ont un lien identitaire avec la région et 1,2 million de Français y vivent, dont la plupart sont des binationaux. Un francophone sur six vit dans cette région. Économiquement, ces pays représentent près de 20 % des échanges de biens de la France (hors échanges avec l'Union européenne), soit plus qu'avec la Chine et presque autant qu'avec les États-Unis. Notre investissement diplomatique dans la région est important et un tiers des opérations extérieures actuelles de la France s'y déroulent. Cette interpénétration est avant tout franco-maghrébine. Maroc, Algérie et Tunisie représentent 80 % de l'immigration, 80 % du contingent d'étudiants étrangers en France et 28 des

33 millions de francophones de la région. Plus surprenant encore, les échanges de biens entre le Maghreb et la France sont 50 % supérieurs aux échanges avec le Golfe.

Malgré ces liens profonds, chaque année, notre influence décroît. Le *soft power* français s'affaiblit au profit du monde anglo-saxon ou de l'Allemagne. Là où nous avons une influence, elle est maintenant concurrencée, là où nous en avons peu, elle ne s'est pas accrue. Et, dans chacun des conflits qui traversent cette région, notre rôle traditionnel de médiateur a perdu de sa force.

### Une région en profonde transformation

Dans le même temps, les pays de la région connaissent une profonde transformation. L'alphabétisation croissante et l'affirmation de la place des femmes sont autant de signes d'une modernisation en cours. Les structures démographique et socio-culturelle de ces pays évoluent et remettent en cause l'ordre politique des sociétés, expliquant une partie de l'instabilité de la région et des Printemps arabes. D'autres pays, jusqu'à présent préservés des transformations politiques, pourraient connaître des épisodes similaires. La montée des frustrations et la défaillance de l'État face aux aspirations politique et économique des populations y sont en effet de plus en plus prégnantes.

### La nécessité d'une nouvelle stratégie

Alors que les conflits traversant cette zone s'exportent sur le territoire national, la France peine à redéfinir une stratégie. Elle ne parvient plus à jouer son rôle de puissance d'équilibre hérité du « gaullo-mitterrandisme » et ne s'est pas donnée les moyens de traiter les deux grands défis contemporains que sont la montée de l'islamisme et les migrations. *A contrario*, de nombreuses puissances ont su définir précisément leurs intérêts et gagner en influence, c'est le cas de la Russie, de la Chine ou encore de l'Allemagne.

<sup>1</sup> Liste complète des pays : Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Égypte, Émirats arabes unis, Irak, Iran, Israël, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Maroc, Oman, Palestine, Qatar, Syrie, Tunisie, Turquie et Yémen.

## Nos propositions

### Proposition n° 1 :

La France doit reconnaître son imbrication avec le monde arabe et définir une nouvelle stratégie pour ses relations avec la région, fondée sur une approche réaliste et sur un objectif de stabilité, afin de réduire les risques majeurs induits par la transformation rapide de ces pays.

### Proposition n° 2 :

La France doit lutter efficacement contre la diffusion du salafisme et de l'islamisme dans la région et au-delà. Pour cela, elle doit adopter une position claire concernant l'islam politique, construire des alternatives en France, porter ce discours sur la scène européenne et mondiale, afin d'inciter les pays concernés à cesser la propagation de cette idéologie.

### Proposition n° 3 :

La France doit faire du Maghreb la priorité stratégique de sa politique dans la région, – plutôt que le Levant ou le Golfe – en mettant en œuvre une politique reposant sur trois piliers : la sécurité, le développement économique et l'influence culturelle.

- **Sécurité.** Une meilleure coopération avec les pays du Maghreb est indispensable pour lutter contre le terrorisme. Une relance de la coopération administrative est également nécessaire.
- **Développement économique.** En prenant exemple sur la stratégie allemande en Europe centrale et orientale, la France doit développer une stratégie économique ambitieuse et intégrée avec les trois pays du Maghreb. Trois projets pourraient être lancés : relance des discussions pour un traité de libre-échange UE-Maghreb, relance de la coopération administrative afin d'améliorer l'environnement juridique et fiscal de ces pays, mise en œuvre d'une stratégie d'intégration économique fondée sur l'utilisation des avantages comparatifs de chacun et une dynamique de spécialisation régionale.
- **Influence culturelle.** La communauté de destin entre la France et les pays du Maghreb doit inciter la France à développer un *soft power* fondé sur la diffusion de la langue et de la culture française, la valorisation des binationaux comme relais d'influence, l'amélioration de notre connaissance du Maghreb, la demande du statut d'observateur à l'Organisation de la conférence islamique ou encore la création d'une administration dédiée sur le modèle du Secrétariat général aux affaires européennes.

### Proposition n° 4 :

La France et l'UE doivent se donner les moyens de répondre dès à présent aux crises migratoires présentes et à venir, et intégrer cette dimension fondamentale dans la politique étrangère qu'elles développent avec les pays de la région. Avec le Maghreb, il faut adopter une politique de cogestion de ces enjeux au sein du Dialogue 5+5<sup>2</sup>.

### Proposition n° 5 :

La France doit adopter une politique étrangère équilibrée entre les monarchies du Golfe et l'Iran – en ne valorisant aucune puissance plus qu'une autre – et jouer un rôle de médiateur dans le conflit opposant Riyad et Téhéran.

### Proposition n° 6 :

La France doit faire évoluer sa politique concernant plusieurs pays :

- Au **Liban**, la France doit s'attacher à ne soutenir aucune communauté davantage qu'une autre et retrouver sa place de médiatrice.
- En **Syrie**, une fois l'Etat Islamique tombé, la France doit rechercher une solution politique qui prenne en compte les intérêts des différentes puissances régionales sans faire du départ de Bachar al-Assad un préalable absolu à toute solution politique, mais plutôt un objectif à court ou moyen terme.
- En **Israël**, la France doit d'abord utiliser l'atout de sa diaspora pour développer le commerce et ses liens économiques avec ce pays, en favorisant les initiatives de la société civile, notamment économiques, et en améliorant les relations entre Israéliens et Palestiniens. La France doit aussi rappeler encore et toujours la nécessité d'une solution à deux États.
- Avec **l'Égypte**, la France doit encourager le pouvoir à trouver un équilibre interne qui préserve une place à l'opposition et influencer sur lui pour permettre à l'Égypte de jouer un rôle constructif dans la crise libyenne.
- Avec **la Turquie**, la France doit être ferme sur l'ingérence d'Ankara dans les organisations islamiques françaises et coopérer davantage dans la recherche de solutions pour le conflit syrien et les questions migratoires.

<sup>2</sup> Cadre de rencontre informel entre les pays suivants : Algérie, Espagne, France, Italie, Libye, Malte, Maroc, Mauritanie, Portugal et Tunisie.